

Compte rendu de l'AG du Collectif CRBMU 35 pour organiser l'annulation des E3C

Jeudi 09.01 de 9h30 à 11h30, Maison des Associations de Rennes, salle 012.

43 personnes présentes, des représentants de 15 lycées publics sur les 18 du département, des membres du SNES-FSU 35, de SUD Éducation 35 et de la CNT Éducation 35.

Ordre du jour :

- Bilan de l'état de la mobilisation dans les lycées du département,
- Actions à mener contre les E3C,
- Point sur les questions juridiques.

I. Bilan de l'état de la mobilisation dans les lycées du département

(dans l'ordre des prises de paroles)

1. Lycée Bréquigny, Rennes :

Un courrier aux parents diffusé hier contre la tenue des E3C via une page facebook, une demande à la direction d'utiliser Pronote pour communiquer aux parents sur le refus de faire passer les E3C, en cas de refus un tract sera distribué à leur destination, courrier aux inspecteurs des matières concernées, un communiqué lu aux IPR de langue lors de l'action du Collectif au lycée de Cesson le 13.12.2019, courrier remonté au recteur s/c du chef d'établissement.

En AG, une quarantaine de profs présents : ont été voté à l'unanimité qu'aucune équipe disciplinaire ne remontera les sujets à l'administration, qu'il y aura la grève des surveillances des épreuves .

2. Lycée Zola, Rennes :

Pétition mise à la signature des collègues contre la tenue des E3C, les sujets ont été choisis mais pas encore remontés.

Un manque d'unité des collègues dans la lutte contre les E3C est encore constaté à cette étape de la lutte.

3. Lycée Jean Brito, Bain-de-Bretagne :

Les sujets ont été remontés, sauf en espagnol, une discussion avec la proviseure a permis d'apprendre que si les sujets ne sont pas remontés ce seront les IPR des disciplines qui les choisiront. L'équipe de math a rédigé un courrier contre les E3C envoyé à l'IPR s/c du chef d'établissement. Si jamais les E3C sont passées par les élèves il a déjà été décidé dans l'équipe d'espagnol de mettre 20/20 ou une sur-notation à tout le monde.

Un certain manque d'unité des collègues dans la lutte contre les E3C est encore constaté à cette étape de la lutte.

4. Lycée Chateaubriand, Combourg :

Un mouvement encore en construction, un manque d'unité entre les collègues dans la lutte est encore constaté dans la lutte contre les E3C. Mais les conditions inacceptables, en particulier en termes de notation sont objet de nombreuses discussions, en particulier depuis que la proviseure a annoncé que pour la notation « on fera notre tambouille interne ».

5. Lycée Maupertuis, St Malo :

Pétition mise à la signature des collègues contre la tenue des E3C, sujets non-remontés en math, mais remontés dans les autres matières. La grève des surveillances est en train de se construire, une HIS lundi prochain spécifiquement sur ce sujet.

6. Lycée Jacques Cartier, St Malo :

Pétition mise à la signature, des discussions sur les E3C mais peu de mobilisation et manque d'unité. Une situation qui a rapidement évolué lors du conseil pédagogique de mardi soir dernier pour que la proviseure adjointe annonce les retours de la réunion des chefs d'établissement. La proviseure adjointe a commencé par dire que sur les rémunération et les décharges pour les corrections rien n'a été annoncé, que Blanquer s'adressera aux profs pour en parler très

prochainement. Elle a ensuite développé les modalités de passation des E3C qu'elle avait prévu et à la fin les collègues ont dit qu'ils attendaient les annonces de Blanquer pour décider s'ils accepteraient de surveiller et corriger les E3C ou pas. Une certaine unité et combativité est apparue depuis ce moment-là.

7. Lycée Jean Géhenno, Fougères :

Pétition mise à la signature aux collègues. Une HIS s'est tenue en début de semaine : une volonté de ne pas remonter les sujets à l'administration s'y est majoritairement exprimée mais tous les collègues des matières concernées n'y étaient pas. A l'issue de l'HIS a été décidé de demander la tenue d'un conseil pédagogique spécifique sur les E3C. La lutte continue de s'y construire mais si les sujets sont choisis par les IPR une hausse de la mobilisation devrait être constatée.

8. Lycée Bertrand d'Argentré, Vitré :

Les sujets ont été remontés. Manque d'unité et de combativité contre les E3C encore constatées à cette étape sur les E3C.

9. Lycée Anita Conti, Bruz :

Un conseil pédagogique, ainsi qu'une HIS avec les profs de toutes disciplines s'y est tenu : forte unité et combativité contre la tenue des E3C. L'idée partagée par les collègues et mise en œuvre est de ne remonter aucun sujet et de ne faire passer aucune épreuve : bloquer les E3C en amont.

10. Lycée Descartes, Rennes :

Forte mobilisation : refus de faire passer les E3C signifié au rectorat, pas de remonté des sujets, les collègues s'organisent pour empêcher la tenue des E3C.

11. Lycée Victor et Hélène Basch, Rennes :

Un courrier envoyé aux IPR de chaque discipline concernée et un courrier commun des trois disciplines ensemble. Un courrier d'engagement collectif à ne pas faire passer les E3C a été signé, pas de remonté des sujets.

12. Lycée Jean Macé, Rennes :

Plusieurs HIS se sont tenues sur ce sujet qui est vécu comme un « levier pour augmenter la mobilisation contre la réforme des retraites » par les collègues. Les sujets ont été remontés mais une mobilisation générale contre la tenue des E3C se construit avec tenue d'un piquet de grève devant le lycée les jours de passation et une « opération paillasson » les jours des épreuves (les profs allongés par terre dans le hall du lycée pour montrer qu'on nous piétine comme des paillassons). Par ailleurs toutes les notes ont été retirées de Pronote dans l'idée de bloquer Parcoursup.

13. Lycée René Cassin, Monfort sur Meu :

Un seul sujet remonté mais pas les autres, écrasante majorité des profs organisés contre la tenue des E3C, tractage aux élèves demain d'un tract à destination des parents « les E3C n'auront pas lieu ».

14. Lycée Joliot Curie, Rennes :

Pétition mise à la signature auprès des collègues. Un noyau de profs mobilisés mais pas assez nombreux pour l'instant. Rapprochement de ce noyau de profs de l'équipe de surveillants qui s'est engagée à ne pas surveiller ou aider en quoi que ce soit la tenue des E3C. Deux heures de cours banalisées sont prévues pour choisir les sujets, il est prévu de ne pas les remonter à l'issue de ces 2 heures.

15. Lycée Sévigné, Cesson-Sévigné :

Les langues refusent de remonter les sujets, un courrier a été écrit aux IPR. En Histoire-Géographie les profs ne suivent pas du tout la mobilisation contre les E3C. En math les sujets ne sont pas remontés. De nombreux profs à vouloir faire grève les jours de passation.

Sur les 3 lycées absents, des collègues qui ont des contacts nous transmettent la situation :

16. Lycée Théodore Monod, le Rheu :

Très très forte mobilisation dans la lignée de la lutte contre les réformes des retraites. Ce qui a été décidé à l'AG de mardi : non remise des sujets d'E3C par les enseignants concernés à la direction, refus de participation à la mise en œuvre des épreuves d'E3C. Non-participation à l'organisation et aux épreuves du bac blanc de français. Boycott des conseils de classe de BTS courant janvier. Refus de participer aux réunions. Et ce matin les profs ont bloqué l'entrée du lycée à partir de 7h45 et demain ils reconduisent la grève massive qu'il y a eu aujourd'hui (c'est des oufs là-bas).

17. Lycée Beaumont de Redon :

Se sentent isolés et non-informés dans le sud du département. Une volonté d'empêcher les E3C mais ils attendent des retours de la situation départementale (donc de cette réunion pour se mobiliser).

18. Lycée Chateaubriand, Rennes :

L'équipe de math s'organise en ce moment pour ne pas remonter les sujets et organiser la grève le jour de la passation.

II. Actions pour empêcher la tenue des E3C

Voici les idées qui se sont exprimées sur cette partie de la discussion (dans l'ordre des prises de paroles) :

- ⇒ Si les sujets sont imposés par les IPR partout où les profs ne l'ont pas remonté, ça créera un fort mécontentement chez les élèves et les parents (rupture d'égalité entre élèves, hausse du stress, perte totale de sens de l'examen, etc).
- ⇒ SUD exprime sa position : nécessité d'un appel intersyndical appelant à la grève des examens, organiser refus de remonté des sujets, des surveillances, des corrections, lier cette lutte au refus global des réformes Blanquer. Mise en place d'une caisse de grève pour soutenir la grève des surveillants si ils sont mobilisés pour surveiller. En terme de communication il faut un effet d'annonce auprès des médias : « le bac blancher n'aura pas lieu »
- ⇒ Il faut insister sur la souffrance des élèves et sur la perte de sens des examens qu'on leur fait subir,
- ⇒ Le SNES exprime sa position : ne pas participer à la session de janvier, tout reporter à la fin de l'année. En ce qui concerne la session de janvier, refuser de remonter les sujets, de surveiller les épreuves et de corriger les copies, en utilisant la grève pour les surveillances/correction, rendre public le refus.
- ⇒ Le SNES appelle à une « AG-pique-nique » le mercredi 15.01 à partir de 13h dans les locaux de la FSU, rue Papu à Rennes, puis un départ en cortège si on est assez nombreux au rectorat pour y tenir un rassemblement à partir de 15h30, pendant qu'une audience aura lieu au rectorat sur les E3C. Cette proposition est construite en intersyndicale en ce moment. Les médias seront convoqués dans la cour du rectorat, la FCPE départementale sera présente. Un lien avec la lutte contre la réforme des retraites sera fait dans la communication auprès des médias.
- ⇒ Un extrait d'un article du Monde sur les E3C est lu, mais il finit par « la rue de Grenelle est confiante » (provocation ?)
- ⇒ Tracter aux élèves et à destination des parents.
- ⇒ Ne pas se projeter dans la correction pour l'instant : le but actuel est d'empêcher la tenue des E3c en ne remontant pas les sujets, en refusant de surveiller les épreuves par la grève, en se rapprochant des surveillants pour ne pas qu'ils surveillent non-plus. (Ce qui est fixé après un bout de discussion sur la question des notes identiques, etc). On verra lors des réunions suivantes si on doit aller jusqu'à la grève des correction, beaucoup plus difficile à mettre en place (bien que possible également) : pour l'instant la question en se pose pas puisque les E3C n'auront pas lieu.
- ⇒ Il est impossible de convoquer tous les profs : l'organisation en cours d'année est en flux tendu, il n'y aura qu'un surveillant par salle, les cours continuent d'avoir lieu dans les autres classes, il faut mobiliser les surveillants : si il y a grève les épreuves n'ont tout simplement pas lieu.
- ⇒ Il est très jouable de faire le pari de la réussite et de jouer sur l'effet psychologique « le bac blancher n'aura pas lieu », faire tomber blancher sur la première échéance de son nouveau bac.

- ⇒ Il faut organiser un soutien des collègues des collèges et écoles.
- ⇒ Plus on parle de l'annulation de ces examens et plus on en parle aux parents et élèves, plus on entretient l'idée auprès d'élèves qui ne sont pas prêts (et pas forcément très travailleurs) que ça va ne pas avoir lieu. Cela augmente les chances qu'ils préfèrent se mobiliser contre les E3C plutôt que réviser.
- ⇒ Communiquer sur la correction numérique qu'une collègue qui a enseigné en BTS connaît : on voit en permanence sur l'écran où en sont les autres collègues de l'avancée de leur correction, quelle est la moyenne des notes qu'ils ont mis à leurs copies, etc...
- ⇒ Se rapprocher des syndicats lycéens, se rapprocher (discrètement) des élus du CVL.

Est décidé de :

- Participer au « pique-nique-AG » contre les E3C dans les locaux de la FSU, rue Papu mercredi 15.01 à partir de 13h. D'inviter le maximum de lycéens qu'on pourra toucher d'ici là à cette AG pour s'organiser avec eux. D'aller en cortège jusqu'au rectorat. De participer au rassemblement devant le rectorat à partir de 15h30. De s'exprimer devant les médias contre les E3C
- De rédiger un communiqué issu de cette AG pour exprimer aux médias, aux parents, aux collègues sur l'annulation des E3C. Les principales lignes de ce communiqué sont votées à l'unanimité (communiqué rédigé demain, je suis un peu fatigué ce soir...)

III. Point juridique

Je reprends dans cette partie tous les conseils juridiques donnés par les collègues des syndicats au cours des discussions résumées précédemment.

- Pas de problème pour ne pas remonter les sujets, d'après les textes la responsabilité de cette tâche incombe au chef d'établissement. Pas de manquement aux obligations de service si on ne le fait pas : aucun risque.
- Ne pas participer aux surveillances ne peut se faire que par la grève. Il y a un flou juridique dans le cas où on est convoqué pour surveiller sur une heure où on n'a pas d'obligation de service (heure ou jour non-travaillé) : en effet dans ce cas il faut pour nous obliger à travailler ou à se déclarer gréviste pour refuser de travailler, une convocation du rectorat, or il n'est pas question qu'il y en ait. A voir en fonction du type de convocation qui sera reçu. Ce qui est sûr est qu'une injonction du chef d'établissement, un planning affiché en salle des profs ne vaut pas convocation et donc n'oblige pas à travailler si on n'a pas cours habituellement sur cette heure-là.
- Il y aura des préavis de grève de différents syndicats couvrant la grève contre les E3C.
- Ce point ne compte pas puisque les E3C ne seront pas passées par les élèves, mais si quelqu'un mettait 20/20 à tous les élèves ou la même note à tous les élèves, on peut lui retirer un 30^{ième} pour service non-fait : les notes doivent être différenciées (le devoir de hiérarchiser les élèves, inscrivant la « constante macabre » dans le marbre de la loi est donc officiel semble-t-il).

Je reprends le texte lu par Morgan ainsi que tous les amendements votés par l'AG dès que j'aurai dormi un peu, mais très prochainement.